

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

# Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 195 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3007 - Prix : 1 €



Les résultats de  
Lutte ouvrière

page 4

Il y a 80 ans : La  
Réunion, département  
français

page 6

Madagascar: les révoltés  
ne peuvent pas compter sur  
l'armée pour changer la société.  
Seuls eux peuvent le faire !

page 12

## **Troupes françaises hors du Moyen-Orient ! À bas la guerre impérialiste !**

Dimanche, en France, les commentateurs ont retenu leur souffle dans l'attente des résultats du second tour des municipales, censés servir de rampe de lancement aux politiciens pour la présidentielle de 2027. Au Liban, en Iran, en Israël, dans les monarchies du Golfe, à Gaza, en Cisjordanie, en Ukraine... des dizaines de millions de femmes et d'hommes retenaient leur souffle, eux, en redoutant un énième bombardement.

On a parfois le sentiment de vivre dans des mondes parallèles. Mais l'humanité, comme l'économie, est une et indivisible. Et les guerres qui font rage menacent en réalité tout le monde. Elles sont une catastrophe pour l'humanité tout entière.

Contrairement à ce que dit le gouvernement, nous sommes impliqués dans toutes ces guerres. Macron, avec les autres dirigeants européens, soutient l'effort de guerre en Ukraine. Au Moyen-Orient, il intervient déjà du côté des États-Unis et d'Israël, en fermant les yeux sur les mensonges que ces derniers ont inventés pour justifier leur agression contre l'Iran.

Le gouvernement français a envoyé le porte-avions Charles-de-Gaulle dans la région, et, depuis Abu Dhabi, des avions Rafale tirent des dizaines de missiles pour défendre l'espace aérien des Émirats arabes unis. Un soldat français a déjà été tué en Irak, et d'autres le seront demain. Et ce ne sera pas pour défendre la sécurité du monde ou la liberté, mais pour défendre les profits de l'armateur CMA CGM, de Dassault et de Total.

Que nous le voulions ou non, nous sommes comme tous les peuples de ce monde, embarqués dans une énième guerre impérialiste. Même si nous ne sommes pas encore tous unis sous les bombes, la terreur et les destructions, des dizaines de millions de personnes le sont, et nous sommes tous en train de plonger dans une crise aux conséquences incalculables.

Cela a commencé par l'explosion des prix de l'essence que l'on subit quand on passe à la pompe. Va en découler l'augmentation des prix des transports en général, des conteneurs aux compagnies aériennes. Est aussi annoncée la flambée du prix du gaz, des engrais et, par ricochet, des produits agricoles et ceux de l'industrie chimique. Et ce n'est que le début d'un chaos auquel aucun pays n'échappera, pas même les États-Unis de Trump qui sont pourtant les premiers fauteurs de cette guerre !

En Inde, un rationnement sur le gaz pour les particuliers a été instauré. Ne disposant pas de grandes réserves stratégiques, des pays au cœur de la chaîne de production mondialisée, comme le Vietnam ou le Bangladesh, ont dû mettre des usines et des installations à l'arrêt ou au ralenti. Quelles nouvelles tensions et rivalités vont naître de ce nouveau désordre ?

Les peuples sont tous enfoncés dans la guerre et les crises par leurs gouvernants aussi rapaces que criminels. Comme nous, ils sont tous appelés à se sacrifier pour la guerre. À l'échelle mondiale, ce sont des milliers de milliards qui sont désormais engloutis par la guerre. C'est un gâchis et une folie sans nom quand on sait combien cet argent pourrait transformer la vie de milliards d'êtres humains s'il était investi dans des infrastructures élémentaires !

Ici, le grand patronat et le gouvernement rognent sur les salaires, les pensions de retraite, l'argent des hôpitaux. Mais ils ne comptent pas les missiles tirés, en ce moment, au Moyen-Orient, alors qu'ils coûtent un million d'euros pièce. Rien qu'une heure de vol d'un avion Rafale, c'est 20 000 euros, l'équivalent d'une année de salaire d'un ouvrier ou d'un employé au Smic ! Et ce n'est pas aux profiteurs de guerre, à Dassault, Safran, Airbus ou Thales que le gouvernement demandera de payer, mais à nous, travailleurs !

Aucun peuple, aucun travailleur n'a intérêt à se solidariser avec les dirigeants impérialistes occidentaux. Ces derniers ont lancé cette nouvelle guerre pour affaiblir un régime qui ne leur était pas soumis et pour maintenir coûte que coûte leur domination sur le monde.

Les travailleurs qui triment pour des salaires indignes et laissent leur santé au travail connaissent le mépris de la classe capitaliste pour la vie humaine. Ils connaissent son fanatisme pour l'accumulation et la course aux profits.

Alors, si nous avons une guerre à mener, c'est contre cette classe capitaliste et ses serviteurs politiques. Opposons-nous à leur politique impérialiste et va-t-en guerre !

Nathalie ARTHAUD

## Allocataires du RSA : sanctions inadmissibles

**Le secrétaire de l'Union départementale CGT du Finistère et six allocataires attaquent le président du Conseil départemental du Finistère pour harcèlement moral et institutionnel.**

Cette démarche suit un autre recours d'associations et de syndicats auprès de l'État, engagé à l'automne 2025 contre la loi plein-emploi qui impose des heures d'activité pour percevoir le RSA et renforce les sanctions.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2025, le premier manquement d'un allocataire peut entraîner la suspension de 30 % à 100 % du RSA ou de l'allocation chômage. Les bénéficiaires disposent alors de dix jours pour contester, autant dire rien.

Il suffit pour perdre ses allocations d'avoir manqué un rendez-vous, même avec une bonne raison, simplement parce que la justification n'est

pas arrivée à temps ou a été perdue. Ces sanctions pèsent aussi sur ceux qui perçoivent une partie du RSA en complément d'un salaire trop bas.

Avec l'adoption de ce décret et la persistance de la campagne antichômeurs, la main des départements se fait plus lourde. Le Finistère paye douze agents pour traquer ce qui est perçu comme des fraudes. Ainsi, les allocataires doivent, par exemple fournir les relevés bancaires des quatre derniers mois, justifier d'aides familiales de quelques dizaines d'euros, car soupçonnés de cacher des revenus aux agents qui les contrôlent. Les documents demandés dévoilent une bonne partie de la vie personnelle.

Les sanctions maintiennent un climat de peur dans un contexte où les allocataires se sentent déjà parfois mal vus. L'impossibilité de trouver un travail, source de dépression et de perte de confiance en soi est renfor-

cée par la crainte de perdre quelques centaines d'euros et de ne plus pouvoir payer les dépenses incompressibles. Il ajoute à une vie chiche l'incertitude des lendemains.

Ces sanctions sont une violence institutionnelle parfaitement assumée par le gouvernement, dont l'objectif est de faire pression sur tous les travailleurs, quelle que soit leur situation, pour leur faire accepter des salaires et des conditions de travail au rabais tout en réduisant l'argent versé aux allocataires.

La comparution au pénal du président du département du Finistère aura au moins l'avantage de faire connaître les conséquences de cette politique et de rompre l'isolement des allocataires. Se battre contre ces mesures vexatoires et violentes est dans l'intérêt conjoint des salariés et des chômeurs.

## Ça coulerait de source !

Les coulées de lave générées par la dernière éruption du volcan ont coupé la RN2 en plusieurs points interdisant de fait le passage sur cette unique voie reliant l'Est au « Sud sauvage » et inversement.

Combien de semaines ou de mois faudra-t-il attendre pour que les roches en fusion refroidissent suffisamment pour que puissent commencer les travaux de déblaiement et de reconstruction de cet axe vital de liaison économique et social ? Aujourd'hui, nul ne peut le déterminer.

En attendant les travailleurs de l'Est voulant se rendre sur leurs lieux de travail dans le sud ou inversement ceux de Saint-Joseph ou de Saint-Philippe travaillant à Saint-Benoît ou au-delà sont condamnés à emprunter les voies de détournement par les Plaines. Il se verront infliger, en sus de leurs heures de travail, des temps de transport journaliers majorés quotidiennement jusqu'à deux heures et



demie supplémentaires. Epuisement assuré au final !

Eh bien cette situation d'urgence n'a pas déclenché pour autant de plan Orsec social chez les patrons concernés pas plus que chez le préfet. Aucune disposition de mise en place de travail en distanciel, de réduction du temps de travail ou de mise à disposition de transports col-

lectifs gratuits n'a été annoncée par tous ces décideurs qui ont coutume de faire porter les conséquences des aléas climatiques, mais aussi de leur gestion anti sociale de la société par les travailleurs.

Et si après l'éruption volcanique on assistait à l'irruption des travailleurs en lutte pour le respect qui leur est dû ?

## Les résultats de Lutte ouvrière

**Dans ces élections municipales, Lutte ouvrière présentait 266 listes dans 243 communes différentes, et 23 listes d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille.**

Pour la première fois, Lutte ouvrière présentait une liste à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), Périgueux (Dordogne), Douai (Pas-de-Calais), Goussainville (Val-d'Oise), Bar-le-Duc (Meuse), Lorient (Morbihan), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Méru (Oise), Lormont (Gironde) ou encore Kourou (Guyane). Au total, les listes de notre courant, qui rassemblaient quelque 11 000 candidats, s'adressaient à 10 millions d'électeurs, soit environ 21 % de l'électorat. Lutte ouvrière présentait aussi des listes dans les quatorze circonscriptions de la Métropole de Lyon. Pour sa part, l'organisation trotskyste Combat ouvrier (UCI) présentait également cinq listes municipales en Guadeloupe et une en Martinique. Et Lutte ouvrière présentait une liste ici à Saint-Benoît (2,21%).

Les listes municipales de Lutte ouvrière recueillent au total 79 440 voix, soit 1,29 % des suffrages exprimés (44 762 voix, soit 1,46 % en 2020). Ces scores sont certes modestes mais, ici et là, ils dépassent les 5 %, voire les 10 % des voix, comme à Audincourt (16,02 %) et Hérimoncourt (17,61 %) dans le Doubs, Fourmies (13,25 %) dans le Nord, Clermont (21,48 %) et Margny-lès-Compiègne (17,81 %) dans l'Oise, et Le Grand-Lucé (10,07 %) dans la Sarthe.

En revanche, si le ministère de l'Intérieur a annoncé par erreur que notre liste à Sotteville-lès-Rouen obtenait 67 % des suffrages et emportait donc la mairie, il s'est avéré qu'elle y recueillait plus modestement 356 voix, soit 3,99 %, ce qui est déjà honorable... Les bons scores obtenus ici et là sont souvent liés à des circonstances locales, la liste Lutte ouvrière s'avérant par exemple la seule liste d'opposition. En tout cas, tous ces chiffres reflètent la présence de Lutte ouvrière, et il est notable que dans les différen-

tes communes, c'est souvent dans les bureaux de vote des quartiers populaires que nos militants obtiennent leurs meilleurs résultats. Lutte ouvrière compte désormais 24 conseillers municipaux (16 en 2020).

Ces petits chiffres montrent que, dans un contexte marqué par la montée des idées réactionnaires, un courant communiste et révolutionnaire peut être présent, à la force du poignet, dans les principales agglomérations et dans de nombreuses villes moyennes. Même très minoritaires, les militants de Lutte ouvrière sont présents pour dénoncer la marche à la guerre, la mainmise capitaliste sur la société, le recul de la condition ouvrière, les divisions entretenues entre travailleurs français et étrangers. Et il se trouve des dizaines de milliers de travailleurs prêts à voter pour des listes défendant ces idées, autrement dit à voter pour leur camp.

## L'abstention, parti majoritaire

**L'abstention lors du premier tour des élections municipales a dépassé les 42 %. C'est un record, et elle est particulièrement élevée dans les quartiers populaires des grandes villes.**

À La Réunion, 44,73 % des électeurs ne se sont pas déplacés. À Saint-Denis ou à Aubervilliers en région parisienne, 57 %. Ce chiffre est encore plus élevé dans les cités où logent une grande partie des travailleurs, qu'ils soient en activité, réduits au chômage ou retraités. À Marseille, dans les secteurs populaires, elle approche ou dépasse les 60 %.

Dans tout le pays le constat est le même et prouve un profond désintérêt, voire un écœurement par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler la politique, c'est-à-dire les rivalités entre politiciens au service de la bourgeoisie. Cette abstention certes compréhensible contribue à donner

une image déformée de l'opinion publique en faisant passer sous le tapis ce que pense une grande partie de la population, et en particulier la classe ouvrière. Elle s'ajoute ainsi à la privation du droit de vote que subit toute sa fraction immigrée.

Au fil des élections, les travailleurs ont pu constater que l'étiquette du maire dans les grandes villes, sans parler du député ou du président, n'avait guère d'effet sur leur vie quotidienne. Qu'il s'agisse du temps d'attente aux urgences de l'hôpital, des salaires qui permettent de moins en moins de vivre ou des charges qui augmentent, le constat est partout le même : c'est de pire en pire. La tentation est alors forte de se replier sur la sphère privée, en tentant de se débrouiller comme on peut à l'échelle individuelle pour résoudre ses problèmes. Les tractations entre les deux tours des municipales ne pourront que renforcer ce désaveu de la classe politique tant il était évident

que les préoccupations des électeurs, et en particulier de ceux des classes populaires, étaient le cadet des soucis des candidats encore en lice.

Pour certains, cet abstentionnisme est une forme de protestation, mais elle n'est évidemment guère efficace car la bourgeoisie et ses partis ne sont en rien troublés par le fait qu'une partie des classes populaires s'auto-excluent du vote. Mais pour beaucoup cette abstention traduit un scepticisme sur l'utilité de s'exprimer, un scepticisme qui ne se voit pas seulement dans les élections. Et pourtant il sera indispensable que les travailleurs montrent à un moment ou à un autre leur rejet, non seulement du système politique mais du système capitaliste lui-même. Il est vrai que ce rejet ne pourra pas s'exprimer pour l'essentiel dans les urnes, mais par la lutte dans les entreprises, dans les quartiers et dans la rue.

## L'union sacrée en marche

**Après la mort le 12 mars d'un soldat français en Irak, tué par un drone iranien, toute une partie de la classe politique a renouvelé son engagement dans l'union sacrée.**

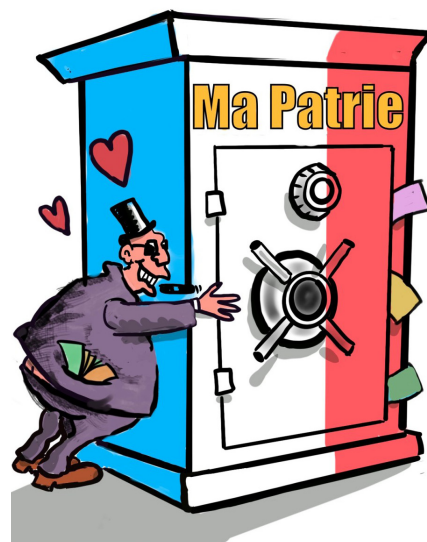
Bardella a ainsi déclaré « *au nom du Rassemblement national, [...] assurer de notre soutien total ces militaires blessés, ainsi que tous leurs compagnons d'armes qui défendent nos intérêts dans la région* », s'alignant donc derrière Macron qui défendait le même jour la présence de ces soldats français en Irak. Le Pen, qui entretenait jusque-là une image presque pacifiste pour prendre en compte le sentiment d'inquiétude d'une partie de la population, n'a pas hésité à adopter un ton martial en déclarant : « *La France ne saurait accepter que l'on puisse s'en prendre à nos forces armées qui défendent et protègent nos intérêts dans la région.* »

À gauche, même si les responsables politiques critiquent la position de Macron, ils restent défenseurs de

l'impérialisme français. Leur critique ne porte que sur le fait que le gouvernement sacrifie « l'indépendance de la nation » en s'alignant derrière les États-Unis et expose de ce fait l'armée française et les intérêts du pays. Ainsi, Olivier Faure déclarait le 12 mars, à propos des intérêts français lésés au Liban par la guerre qu'y mène Israël : « *Aucune soumission n'est possible à une guerre menée sans mandat et hors de toute règle du droit international.* » Et Mélenchon de dénoncer le 13 mars la guerre « illégale de Trump et de Netanyahu », et le fait que, « *en s'avançant sur les champs de bataille, la France devienne une cible* ». LFI en appelle à l'ONU, aujourd'hui « *méprisée* », et au droit international « *foulé aux pieds* ». Mais c'est en ayant à cœur de défendre les positions de l'impérialisme français, menacées par la politique de guerre « défensive » de Macron, qui ressemble de plus en plus à la guerre tout court.

Quand les politiciens de droite ou de gauche discutent de la « nation »,

ils discutent en réalité des positions et des intérêts des trusts français. C'est pour eux que les soldats meurent.



## Saint-André : le programme du Rassemblement (N)Patronal

Dans sa conférence de presse donnée le 19 mars 2026, le candidat RN au 2ème tour de l'élection municipale de Saint-André, Laurent Virapoullé, par ailleurs patron des Armements des Mascareignes, et soutenu par son concurrent de droite et non moins frère Jean-Marie, a indiqué quelle politique il entendait mener en matière de gestion du personnel communal s'il était élu.

Faisant le constat que « *Plus de 20 % des employés communaux actuellement touchent moins que le SMIC, 75 % d'entre eux touchent le SMIC (et que) la majorité des employés communaux de Saint-André sont donc des travailleurs pauvres* », il préconise, pour soi-disant augmenter leurs salaires (sans préciser dans quelles proportions !) « de ne pas remplacer tous les départs à la retraite ».

Il escompte ainsi réaliser « *deux millions d'économies la 1ère année (de son mandat), 4 millions la 2ème année et jusqu'à 10 millions la 5ème année* », en concluant : « *Nous ramè-*



*nerons les dépenses de personnel de 75 à 60 % !*

Augmenter, un peu les bas salaires, en réduisant drastiquement le nombre d'employés communaux et en augmentant les cadences de ceux

qui restent au travail, en voilà une vraie politique extrêmement... patronale !

## Il y a 80 ans : La Réunion, département français

**Il y a 80 ans, le 19 mars 1946, La Réunion ainsi que la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe passaient de statut de colonies à celui de départements français.**

La loi portée par les députés des quatre « vieilles » colonies dont les Réunionnais Raymond Vergès et Léon de Lepervanche et le communiste martiniquais Aimé Césaire, qui devait « résoudre les nombreux problèmes auxquelles elles [avaient] à faire face... », a mis bien du temps à réaliser « l'égalité sociale » et n'a pas débarrassé les classes populaires de tous les fléaux qui pèsent toujours sur leurs épaules.

Après la deuxième guerre mondiale, La Réunion qui compte environ 240 000 habitants, souffre de nombreuses pénuries. Beaucoup vivent dans des cases en paille, sans eau courante ni électricité. L'espérance de vie moyenne est de 50 ans, parmi les plus faibles des régions françaises, la mortalité infantile est élevée, et les épidémies telles que le paludisme, la dysenterie, la tuberculose font des ravages parmi la population dont seule une couche privilégiée a réellement accès aux soins.

C'est dans ce contexte similaire à celui des Antilles et de la Guyane, que les 5 parlementaires de ces possessions de la France, demandent, à l'État français de « sanctionner par un vote unanime qui honorera grandement la France et la République, l'admission au sein de la patrie française, de ses vieilles colonies. » (extraits du discours de Raymond Vergès). Quelle allégeance à la puissance coloniale !

Même si la départementalisation va sortir La Réunion un peu du fénoir, grâce à la mise en place de l'assistance médicale gratuite qui élargit l'accès aux soins, la généralisation de la scolarisation, l'électrification, l'adduction d'eau potable ou encore la construction d'équipements publics, celle-ci va prendre son temps. Ce qui fera dire à Paul Vergès le fils de Raymond Vergès et fondateur du PCR, en 2016, que « les espoirs portés par cette loi étaient immenses » mais « ces espoirs se sont transformés en enthousiasme après la loi du

*19 mars et très rapidement en déception ».*

En effet, il a fallu attendre 1996 pour que le Smic soit aligné sur celui de l'Hexagone, le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour l'égalité du RMI, jusqu'alors inférieur de 22 %....

Aujourd'hui, plus de 80 % des Conventions collectives appliquées en France ne le sont pas à La Réunion.

Dans le département, le poids du chômage quasi endémique, pèse sur les familles de travailleurs qui se débattent avec les minima sociaux (93 000 foyers touchent le RSA ; pas loin de 290 000 allocataires de la CAF).

D'autres fléaux comme l'alcoolisme, le diabète, les violences conjugales rongent la vie des classes populaires.

Les perspectives proposées par les successeurs de Lepervanche et Raymond Vergès dont Paul Vergès ,

qui ont fait croire un temps aux travailleurs et aux petits paysans qu'ils pouvaient trouver leur salut dans l'autonomie de La Réunion dans le giron de l'État français, vite enterrée avec la création de la Région sous Mitterrand, n'ont pas dépassé la collaboration de classe entre ceux-ci et leurs exploités qui ont su profiter et profitent encore le plus des mannes étatiques....

Croire et faire croire que le seul changement de statut allait résoudre les inégalités et la misère dont souffraient les travailleurs était un leurre qu'ont agité tous ceux qui ont prétendu défendre leurs intérêts.

La seule perspective qui vaille, c'est le renversement du système capitaliste avec tous ses oripeaux pour un monde meilleur. Mais cela, ne peut qu'être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.



### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**PLACE PAUL VERGÈS DE SAINT-DENIS**

**SAMEDI 28 MARS de 9H30 à 11H30**

**SAMEDI 11 AVRIL de 9H30 à 11H30**

**Pour nous contacter :**

**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**

Impression spéciale Lutte ouvrière  
Commission paritaire n° 1019C85576  
Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

## Guerre : l'impérialisme français engagé

Un soldat français a été tué, six autres blessés par une attaque de drone dans la région d'Erbil en Irak, à une centaine de kilomètres de la frontière iranienne. C'est que depuis septembre 2014 en Irak, puis septembre 2015 en Syrie, la guerre contre l'État islamique a permis à l'armée française de s'installer aux confins du Kurdistan irakien et d'y rester sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

L'attaque contre les soldats français a été revendiquée par un groupe armé pro-iranien actif en Irak, Ashab al-Khaf, qui a annoncé qu'en représailles au déploiement du porte-avions Charles-de-Gaulle « *tous les intérêts français en Irak et dans la région sont sous le feu de nos attaques* ». Pour l'heure, Macron continue de

prétendre que la guerre n'est pas « *notre guerre* », de dire que l'offensive menée au Liban par Israël doit trouver une issue négociée, et d'affirmer que le gouvernement français n'est préoccupé que de la sécurité de ses ressortissants dans la région et de la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz ou en mer Rouge.

La ficelle est grossière car l'armée française est présente partout au Moyen-Orient au titre d'accords de défense avec le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis ; elle est présente en Jordanie et en Irak, et bien sûr au Liban. Au total, près de 4 000 militaires français sont déployés en permanence au Moyen-Orient si l'on inclut la base de Djibouti et, dans l'embrasement de cette région, ils ne restent pas l'arme au pied. Dès

sa déclaration télévisée du 4 mars, Macron a affirmé que des drones iraniens avaient été abattus par les forces françaises « *en légitime défense [...] dès les premières heures du conflit pour défendre l'espace aérien de nos alliés* ». Le gouvernement français se prépare à avancer cet argument pour entraîner l'opinion publique à soutenir l'escalade guerrière.

L'instrumentalisation de la mort du soldat français en Irak va dans le même sens. Comme de coutume, on parle du sacrifice d'un homme pour la France. En fait, le petit impérialisme français a trop d'intérêts au Moyen-Orient, trop de marchés et de bons clients à préserver pour se tenir à l'écart de l'offensive décidée par Washington.

## Guerre impérialiste et hausse des prix

**La guerre dans le Golfe persique se passe à des milliers de kilomètres de La Réunion, mais elle commence à affecter la population de l'île par le biais de l'augmentation des prix.**

On a vu le kilo de tomate passer allègrement ces dernières semaines d'1,5 € à 5€ et le kilo de chou chou à 7 euros. Il faut s'attendre à ce que bien d'autres prix alimentaires suivent la même pente ascendante.

Ce qui nous attend aussi, c'est une augmentation nettement plus indigeste que ces derniers mois des produits pétroliers.

Les compagnies aériennes, avant même l'envolée du kérosène l'ont an-

icipé en imposant, comme Air France, une taxe supplémentaire sur les billets d'avion de 50 €.

La préfecture en complicité avec les compagnies pétrolières nous annoncera la soupe à la grimace qu'elle veut nous servir pour début avril concernant le prix de l'essence et du diesel.

Et cette accélération de l'augmentation des prix n'est pas prête de se calmer, car plus de la moitié du kérosène mondial passant par le détroit d'Ormuz est bloqué depuis peu. Le prix de ce carburant s'est envolé et la pénurie guette aux dires des spécialistes de l'industrie pétrolière. Le prix du diesel suivra le même chemin ce

qui renchéra transports routiers et coûts de production dans l'agriculture (tracteurs), donc les factures qui nous seront présentées aux caisses des différents magasins.

En pâtiront les pays développés, mais plus encore les pays sous développés et sans grandes ressources financières qui devront faire face à la concurrence des pays riches et seront confrontés à l'envolée des prix pour faire fonctionner hôpitaux, écoles, compagnies aériennes locales et leurs transports de marchandises... comme Madagascar !

## Le capitalisme : un système qui nous rend tous malades

En République Démocratique du Congo, les habitants de Fungurume (sud-est du pays), qui vivent aux abords de la mine de cobalt et cuivre du même nom, sont victimes d'empoisonnement de l'atmosphère de la part de l'entreprise Tenke Fungurume Mining (TKM), filiale du groupe chinois China Molybdenum Company Limited (CMOC), premier producteur mondial de cobalt.

En effet l'extraction et le traitement du cobalt, nécessaire à la fabri-

cation des batteries lithium-ion qui équipent les véhicules électriques, s'accompagne de rejets de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) au-delà des seuils limites fixés par l'Organisation mondiale de la santé

« *Nombre de personnes habitant à proximité de cette mine se plaignent de graves difficultés respiratoires, saignement de nez et toux sanglantes. Les femmes se sont plaintes d'une multiplication des fausses couches* ». ( Le Monde du 10 mars 2026)

Les groupes automobiles français Stellantis, allemand Volkswagen et Mercedes Benz s'approvisionnent auprès de TKM. Leurs actionnaires comme ceux de TKM font leur beurre en rendant malades des milliers de Congolais situés à des milliers de kilomètres de leurs bases.

Le capitalisme fait des dégâts partout dans le monde.

Pour sauver la santé de l'humanité, il faut s'en débarrasser !

## GHER : la cure d'amaigrissement continue

Au GHER, le personnel soignant est réduit au strict minimum dans tous les services.

La chirurgie ne fait pas exception. Début mars, la direction commune GHER-CHU, n'a pas cru utile de remplacer une infirmière partie en congé maternité.

Au lendemain de la journée des droits de femmes alors qu'une des thématiques mises en avant par la direction était « être soignante et enceinte », c'est un bel exemple d'attention portée envers les travailleuses de l'hôpital !

Qu'une infirmière se retrouve seule en poste à gérer les soins du quotidien, les entrées, les retours de bloc et d'éventuelles urgences qui peuvent mettre en stand-by tous

les autres soins, la direction n'en a cure !

C'est une illustration de plus de la « Qualité de Vie au Travail » que prône la direction à longueur d'année.

Depuis l'ouverture du Groupe hospitalier Est Réunion en janvier 2012, ce service qui fait l'orthopédie, la chirurgie viscérale, l'urologie, la gynécologie, l'ophtalmologie, la chirurgie esthétique, etc. a perdu la moitié les lits : sur 48 lits, il n'en reste que 24 !

Sous prétexte de résorber le déficit de plusieurs millions d'euros du GHER, notamment du aux emprunts « toxiques » qu'avait contractés l'ancienne direction de l'hôpital, le CHU, l'ARS, la HAS (Haute autorité de

santé), la Cour régionale des comptes, etc. se sont penchés sur le cas du malade GHER et en sont venus à la conclusion qu'il fallait réduire la masse salariale et fermer des lits.

De saignée en saignée, les employés de l'hôpital et les malades continuent de payer les conséquences de la politique de restrictions de la direction du CHU, dictée par l'État, par la dégradation des conditions de travail et la baisse de la qualité des soins.

Le gouvernement qui préfère consacrer des milliards à l'armée aux industries d'armement au détriment des hôpitaux, mériterait un bon coup de sang de la part des travailleurs de la Santé !

### C'est fort de café !

La direction du GHER a fait enlever les distributeurs de boissons qui se trouvaient dans le hall de l'hôpital que personnel, patients et visiteurs avaient l'habitude d'utiliser.

Interpellée par les agents de l'hôpital sur la disparition de cet appareil, la direction les a invités à aller prendre le café à la machine située dans

le « Pomme de Pain » (de la chaîne française éponyme de restauration rapide) qui s'est installé entre-temps devant l'établissement.

Le hic c'est que le café y est deux fois plus cher qu'à l'ancien distributeur et que la nouvelle machine n'est accessible qu'aux heures d'ouverture du snack !

Comme par ailleurs le même « Pomme de Pain » s'est implanté au CHU de Bellepierre, on serait curieux de connaître qui croque quoi dans cette opération commerciale...

## Grève d'avertissement dans les déchetteries de la CINOR

Début mars les agents des cinq déchetteries dépendant de la CINOR se sont mis en grève d'avertissement à la suite de la décision de la communauté de communes du nord d'attribuer le marché des déchetteries à un nouveau patron... placé en redressement judiciaire et n'employant que trois salariés !

Or, pendant des années ils ont imposé par la lutte à leurs précédents employeurs une amélioration de leur sort : instauration de primes d'intéressement et de participation, œuvres sociales, plannings de travail plus respec-

tueux de leur vie personnelle, etc.

Ils craignent qu'avec ce nouvel employeur toutes ces avancées soient remises en cause.

Ils ont eu raison de se mobiliser. Ils ne peuvent en effet compter que sur leurs propres forces, les élus politiques qui attribuent les différents marchés publics (transports de personnes, eau, électricité, déchets, etc.) ont en effet plus montré leur propension à favoriser les intérêts des patrons retenus sur ces marchés que ceux de leurs salariés !





## IRAN

### Les bombes n'amènent pas la liberté

Malgré les rodomontades de Trump, qui affirme tous les trois jours que « *le régime iranien est en train de tomber* », celui-ci continue d'envoyer des drones et des missiles sur les pays voisins, alliés des États-Unis. Et loin de faciliter un soulèvement de la population, comme le prétendait Trump, les bombes israélo-américaines renforcent l'emprise du régime sur le pays.

Ces bombes, qui tuent des civils, détruisent le pays, empoisonnent l'atmosphère et les nappes phréatiques, sont en train de permettre au régime, qui se maintient malgré l'élimination de dizaines de hauts dirigeants, de ressouder sa base sociale, amenuisée au fil des révoltes successives mais pas disparue. Ainsi le 13 mars, une foule importante, en présence de Larijani, le chef du Conseil suprême de sécurité, a manifesté dans les rues de

Téhéran aux cris de « Mort à Israël » alors même qu'un bombardement se déroulait.

Dans le pays, la répression s'intensifie : black-out sur internet, arrestations de ceux qui tentent de le contourner, multiplication des points de contrôle et des arrestations dans les rues. Quant aux dizaines de milliers de prisonniers politiques enfermés dans les geôles iraniennes, en particulier celle d'Évin près de la capitale, leur vie est directement menacée. Parmi les opposants les plus anciens, beaucoup redoutent, si le régime se sent menacé ou si des divisions éclatent en son sein, que des massacres soient perpétrés dans les prisons. En 1988, au moment où la guerre Iran-Irak se terminait, de même que les lois d'exception engendrées par celle-ci, le régime des mollahs avait fait exécuter 10 à 20

000 prisonniers politiques.

Malgré le déluge de bombes et la poursuite de l'élimination ciblée des hauts dirigeants, à ce jour, l'appareil d'État iranien n'apparaît pas vraiment à la veille de s'effondrer. Trump lui-même, qui affirmait le 6 mars avec cynisme « *la plupart des gens qu'on avait en tête sont morts* », n'évoque plus l'hypothèse d'une équipe prête à se rallier. Quelle que soit l'évolution de cette guerre enclenchée par les États-Unis et Israël, elle ne peut que continuer à aggraver les souffrances du peuple iranien. Qu'elle finisse par provoquer l'effondrement du régime, voire un coup d'État d'une partie de l'armée pour mettre en place des dirigeants soumis à l'impérialisme, ou finalement l'éclatement du pays sous l'action de forces centrifuges, aucune libération ne pourra être apportée par les bombes impérialistes.

## IRAK

### Le chaos menace de s'étendre

**Depuis le 28 février, en riposte aux bombardements américains et israéliens, des milices pro-iraniennes ont lancé plus de 300 drones et missiles.**

En Irak, les tirs ont touché la région autonome du Kurdistan irakien, essentiellement autour d'Erbil où se trouvent les bases militaires américaines, faisant au moins six morts et 35 blessés, des civils et des militaires dont des peshmergas, les combattants kurdes, et un des soldats français postés dans une des bases. Les combattants kurdes iraniens, dont plusieurs groupes sont présents au Kurdistan irakien, sont aussi la cible de ces milices et du pouvoir iranien.

Les Kurdes, répartis entre l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'Iran, représentent 10 % de la population iranienne, la minorité la plus importante, vivant surtout dans l'ouest du pays. Le 22 février, la plupart des partis kur-

des iraniens se sont rassemblés au sein d'une Coalition des forces politiques du Kurdistan iranien (CPFİK). Trump y a vu, dans un premier temps du moins, une possibilité d'utiliser ces combattants contre le régime iranien.

Puis, le 7 mars, il déclarait ne plus envisager d'accord avec les milices kurdes. Mais rien ne dit qu'il ne changera pas une nouvelle fois d'avis.

Ce ne serait en effet pas la première fois que les États-Unis décideraient de s'appuyer sur des combattants kurdes. Dernièrement, les Kurdes de Syrie, qui ont combattu aux côtés de la coalition internationale menée par les États-Unis contre l'organisation État islamique, ont finalement été lâchés après la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024. Au début de 2026, les États-Unis ont coopéré avec le nouveau gouvernement de Damas dans son opération de reprise en main des régions kur-

des. Les dirigeants impérialistes ne se sont intéressés aux Kurdes que dans la mesure où ils pouvaient s'en servir comme chair à canon.

Beaucoup ne l'ont sans doute pas oublié et, pour l'instant, les partis de la coalition kurde iranienne ne semblent pas se précipiter pour se mettre au service de l'impérialisme américain. Quant à ceux qui gouvernent à Erbil et dans toute cette région du nord-est de l'Irak, frontalière de l'Iran, ils sont sous la menace brandie par le régime de Téhéran d'intensifier ses bombardements si le Kurdistan irakien servait de base à une offensive contre lui. Ils doivent également ménager la Turquie, qui ne verrait pas d'un bon œil l'établissement d'un Kurdistan autonome en Iran, tout près de sa frontière.

La guerre démarrée par l'impérialisme américain et Israël contre l'Iran menace de plonger à nouveau l'Irak dans le chaos.

### Trump veut impliquer ses alliés

**Depuis le 14 mars Trump demande que les marines des autres pays occidentaux l'aident à contrôler le détroit d'Ormuz.**

C'est en effet par ce chenal d'à peine trente kilomètres de large que passe habituellement un cinquième du trafic mondial de pétrole et de gaz, et tout le trafic nécessaire aux pays du Golfe. Le déclenchement de la guerre d'Israël et des États-Unis contre l'Iran en a interrompu la plus grande partie. L'armée iranienne menaçant, comme c'était prévisible, de tirer sur les navires de commerce « non autorisés », des centaines de bateaux sont en attente aux deux extrémités du détroit. Seuls quelques dizaines de bâtiments, surtout des pétroliers en route pour la Chine et l'Inde, ont pu négocier leur passage. Au moins trois navires ont en revanche été bombardés, causant la

mort de six marins et l'abandon des bâtiments endommagés. Il est vrai, jusqu'à maintenant, que la plupart des navires au mouillage n'ont pas été menacés. En ce sens, aussi cruelle que soit cette guerre pour les peuples bombardés, elle est restée « limitée », mais pour combien de temps ?

L'interruption du trafic a immédiatement conduit à l'augmentation des prix du carburant, non pas qu'il risque de manquer mais parce que les compagnies pétrolières et les habitués vautours de la finance spéculent sur ce risque. Cette interruption, et la spéculation qui l'accompagne, perturbent une économie mondiale déjà mal en point. Or, si Trump se moque de l'étranglement des pays pauvres privés de pétrole et d'engrais, il doit répondre de la bonne santé des capitalistes américains, des compagnies pétrolières et de leurs bénéficiaires, et de la bonne tenue de Wall Street.

Trump veut donc exiger, lui qui a causé son interruption, que la libre circulation soit rétablie dans le détroit d'Ormuz. Or, malgré les tonnes de bombes déversées sur l'Iran, il n'a pas obtenu la capitulation de cet État. Dans ces conditions, débloquer le détroit exigerait une vaste opération militaire, impliquant de nombreux navires de toute sorte. Du haut de sa puissance, l'armée américaine ne semble pas en mesure de l'organiser seule et Trump voudrait bien que d'autres pays en partagent aussi les frais.

D'opération en opération, de vantardise en vantardise, tout cela mène tout droit à la généralisation du conflit et amènera tôt ou tard l'intervention prétendument défensive des marines de guerre de pays européens qui devront se plier aux injonctions de leur allié.

## DÉTROIT D'ORMUZ

### Les conséquences d'une interruption

Les effets de la guerre au Moyen-Orient ne se limitent pas aux zones de combat : une grande partie de la population mondiale commence déjà à en payer le prix à travers les hausses de prix et les pénuries, provoquées en particulier par le blocage du détroit d'Ormuz.

Les cours étant mondiaux, tous les pays du monde sont touchés par la hausse du prix de l'énergie, même ceux qui ne dépendent pas complètement du pétrole et du gaz du Moyen-Orient, comme la France, et même ceux qui en produisent : au Nigeria, le prix à la pompe a augmenté d'environ 20 % en une semaine. Mais, dans certaines régions, le risque de pénurie s'ajoute à l'augmentation des prix.

Il est possible que les États-Unis aient comme objectif, dans cette guerre, de compliquer l'accès de la Chine au pétrole et au gaz du Moyen-Orient ; quoi qu'il en soit, cette stratégie pèse déjà sur d'autres pays qui en sont dépendants. En Inde, les difficultés d'approvisionnement en gaz

de cuisine ont conduit des restaurants à fermer et à réduire leur activité, voire certains à utiliser du bois ou du charbon de bois. En Asie du Sud-Est, certains gouvernements imposent une réduction de la consommation d'énergie : aux Philippines, la semaine de travail a été ramenée à quatre jours dans les administrations publiques, et en Birmanie le régime a introduit des restrictions de circulation avec des jours alternés selon les plaques d'immatriculation.

Le pétrole et le gaz ne servent pas seulement à se chauffer ou à rouler, mais sont indispensables dans de nombreuses chaînes de production, en particulier les engrais agricoles. Or l'Inde importe 40 % de son urée et des engrais à base de phosphate depuis le Moyen-Orient ; l'Égypte et une grande partie de l'agriculture africaine en dépendent également et, s'ils n'y ont plus accès, les rendements baisseront. Et même si les belligérants relâchent la pression sur le détroit ou si les armateurs trouvent des voies alternatives et si une petite

partie des exportations reprend, le renchérissement du coût du transport entraînera de toute façon une augmentation des prix qui se répercutera sur les prix alimentaires dans des régions où des dizaines de millions de femmes et d'hommes ne mangent déjà pas à leur faim.

En déclenchant la guerre contre l'Iran, l'impérialisme américain a provoqué, sur une grande partie de la planète, une crise qui ne fait probablement que commencer. Si cette guerre n'est pas encore mondiale dans sa géographie, elle l'est déjà dans ses effets.



### Un expansionnisme guerrier

Iran, Liban, Syrie, Cisjordanie, Gaza... le feu mortel de l'état-major israélien ne connaît pas de frontières, contrairement aux territoires que le gouvernement de Netanyahu hérisse de barbelés, de murs et de miradors sous prétexte de créer des « zones de sécurité ».

Au Sud-Liban, la bande de 5 kilomètres de large le long de la frontière avec Israël est devenue une zone morte sous les bombardements, les tirs d'artillerie, les armes au phosphore blanc. Les villages ont été détruits après l'évacuation forcée de leurs habitants et les terres aspergées de glyphosate ont été rendues inhabitables. Au total, près d'un million de personnes ont fui depuis le début de la dernière offensive le 28 février. Près de mille personnes ont été tuées, et plusieurs milliers d'autres blessées. Cinq bases militaires israéliennes ont été édifiées sur des terres agricoles rendues inutilisables, et montrent on

ne peut plus clairement les intentions de Netanyahu et de sa clique en matière de domination du pays voisin.

En Cisjordanie, la politique d'annexion des terres de Palestiniens se poursuit avec une violence accrue par la guerre que mènent contre la population les colons d'extrême droite, armés jusqu'aux dents et soutenus activement par les militaires. Sous prétexte de sécurité, 120 000 armes leur ont été distribuées depuis octobre 2023. Grâce à elles, et à un artifice juridique adéquat, 2 400 hectares de terres ayant appartenu à des paysans palestiniens, chassés de celles-ci, ont été déclarées « terres d'État » et mises à la disposition des colons, en nombre croissant.

Quant à Gaza, où le martyre de la population passe à l'arrière-plan depuis le début de la guerre contre l'Iran, elle n'a plus pour le moment à subir les bombardements massifs. Sa population doit tenter de survivre

malgré la fermeture par Israël des points de passage. L'aide humanitaire ne peut donc même plus parvenir aux centaines de milliers de Gazaouis regroupés entre la mouvante « ligne jaune » implantée par l'état-major israélien et la mer. La majorité des terres agricoles et des puits reste de ce fait sous contrôle israélien, et donc inaccessible. Seul parvient à entrer un quart du carburant qui serait nécessaire au fonctionnement des quelques hôpitaux encore fonctionnels.

Logique d'expansion territoriale aux confins d'Israël, interprétés au sens large, domination par les armes sur les pays voisins et, au-delà, menaces explicites sur toute la zone du Moyen-Orient : forts du soutien de la première puissance mondiale, les dirigeants israéliens s'affirment comme son plus fidèle lieutenant, pour imposer sur place l'ordre impérialiste.

## MAYOTTE

---

### Rien pour les pauvres, tous pour les patrons !

Un an après le passage du cyclone Chido sur Mayotte, les constructions de logements en dur promis par Macron et ses ministres ne sont toujours pas sortis de terre, des milliers d'écoliers continuent à camper dans des locaux exposés aux intempéries, les prix se sont envolés, mais les salaires n'ont pas augmenté, sans parler de tous ceux qui ont perdu leurs emplois et n'en ont pas retrouvé de nouveaux.

Le pouvoir parisien montre ainsi le mépris dans lequel il tient les travailleurs et les pauvres de ses dernières colonies.

Ce même pouvoir montre cependant toute sa sollicitude quand il s'agit du patronat, fut-ce celui des DOM. Ainsi le gouvernement Lecornu vient-il d'instaurer à Mayotte une mesure fiscale très favorable en sa faveur en érigeant Mayotte en Zone Franche Globale pour une durée de

5 ans !

À ce titre les patrons exerçant sur ce territoire seront exonérés d'impôts sur le revenu, d'impôt sur les sociétés, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de la contribution économique territoriale.

À défaut de développer le territoire et l'emploi, le gouvernement aide les capitalistes à préserver leurs profits, en dehors de toute production réelle !

## MADAGASCAR

---

### Grève des agents d'assainissement à Antananarivo

Plusieurs centaines d'éboueurs de la capitale malgache ont cessé le travail depuis le lundi 9 mars.

Ils ne sont plus payés depuis plusieurs mois et ne disposent pas du matériel nécessaire pour effectuer leur travail dans cette immense agglomération de plus de 4 millions d'habitants.

L'un des grévistes déclarait ainsi à la presse : « Nous avons 27 camions-benne et deux bulldozers mais on ne

*peut pas tous les utiliser, car la commune a aussi réduit le quota de carburant, ce qui limite la collecte des ordures. »*

Ils ne veulent plus dépendre de la commune qu'ils jugent incompétente pour régler leurs problèmes et demandent de dépendre dorénavant de l'État.

Les dirigeants de la capitale et de l'Etat malgache sont bien souvent les mêmes, issus de la même classe

de vampires qui détournent l'argent public à leur profit et aux profits des opérateurs financiers.

Alors s'il y a un premier travail préliminaire à effectuer pour les travailleurs et les plus pauvres de Madagascar pour pouvoir ensuite donner des réponses à leurs besoins, ce serait bien de mettre au rebut toutes les ordures qui se trouvent à la tête de la société malgache !

## Les révoltés ne peuvent pas compter sur l'armée pour changer la société. Seuls eux peuvent le faire !

**Fin septembre 2025, la jeunesse malgache excédée par la corruption et le train de vie luxueux des plus hauts dirigeants de l'État et de la bourgeoisie, manifestait sa colère en descendant massivement dans les rue de la capitale et des principales villes du pays.**

Elle exigeait « *la reconnaissance et des excuses publiques dans un délai de 24h par le président de la République, Andry Rajoelina, et le Premier ministre, Christian Ntsay, accompagnées d'explications sur les faits de violence et de répression exercés contre les manifestants pacifiques, mains nues et sans arme* », la démission pour incompétence du gouvernement de Ntsay Christian dans un délai de 72h ainsi que du préfet d'Antananarivo, le général Angelo Ravelonarivo, dans un délai de 24h, en raison de violations répétées des droits fondamentaux contraires aux principes démocratiques garantis par la Constitution de Madagascar et au respect des droits, mais aussi la mise en place urgente de solutions concrètes pour soutenir et indemniser les entreprises et les particuliers victimes des pillages et des destructions, dans un délai d'une semaine.

La réponse de Rajoelina et de sa clique ne s'est pas faite attendre. Ils firent donner la gendarmerie contre les jeunes, les habitants des quartiers déshérités et les travailleurs venus les rejoindre dans les rues. La répression organisée par la bourgeoisie malgache fit au bas mot 22 morts et des centaines de blessés parmi les manifestants.

Contrairement à ce que le pouvoir escomptait, la colère populaire redoubla de vigueur et le 30 septembre des milliers de manifestants occupèrent à nouveau le centre de la capitale aux cris de « Miala Rajoelina ! » (Rajoelina dégage !).

Ce dernier, ancien maire d'Antananarivo, parvenu au pouvoir par un coup d'état militaire et élu, puis réélu président de la république, concéda bien quelques excuses fin septembre

2025, mais « craignant pour sa vie », prit le parti de quitter le pays quelques jours plus tard avec l'aide de la France qui l'exfiltra du pays vers Dubaï, puis vers Paris, via La Réunion !

Le 12 octobre 2025, ce fut au tour du plus riche capitaliste de Madagascar, Mami Ravatomanga, et du premier ministre, Christian Ntsay de fuir le pays par un vol privé à destination de Maurice.

Face au vide politique laissé par les précédents tenants du pouvoir, un colonel, Michaël Randrianirina, s'empara du pouvoir le 17 octobre suivant. À l'assemblée rassemblée devant la Haute Cour Constitutionnelle en présence de représentants des Etats-Unis, de la Russie, des puissances européennes, dont la France, ancienne puissance coloniale, il déclarait « le jour d'aujourd'hui marque une tournant historique pour notre pays. Avec un peuple en effervescence, mû par la volonté du changement et par l'amour profond de sa patrie, nous ouvrons avec allégresse un nouveau chapitre de la vie nationale ».

Face à l'état de décrépitude et de désorganisation totale de l'économie, mais aussi en tant que garant de l'ordre social existant, Randrianirina, comme ses prédécesseurs n'a su qu'aller mendier des aides auprès des grandes puissances, surtout au lendemain du passage du dernier cyclone destructeur. Il s'est rendu d'abord à Moscou qui l'a reçu en grandes pompes, mais ne lui a expédié que quelques dizaines de tonnes de produits de première nécessité, puis à Paris où il a été reçu par un sous fifre de Macron.

Six mois après la révolte de la génération Z de septembre 2025, rien n'a changé dans cette île de 33 millions d'habitants. L'immense majorité de la population vit toujours avec moins de deux euros par jour, ne dispose ni de l'eau courante, ni de l'électricité, ni de couverture sociale. La majorité des travailleurs ne sont pas déclarés.

Randrianirina confronté à nouveau à l'impatience de la jeunesse malgache a décidé de changer de premier ministre, ex-officier de l'armée, soi disant réputé pour la lutte qu'il avait menée contre la corruption à la tête du service de renseignement financier (SAMIFIN) qu'il dirigeait... avec le succès qu'on connaît aujourd'hui !

La jeunesse et la classe ouvrière en révolte de Madagascar ne peuvent pas compter sur les dirigeants de l'armée pour sortir le pays de sa misère. Ils ne pourront compter que sur leurs propres forces et sur leur détermination à prendre le pouvoir des mains des plus riches, pour eux-mêmes.

On ne change pas la société en faisant « tomber » quelques têtes, mais par une révolution sociale qui ne peut être menée à bien qu'avec l'aide d'un parti ouvrier révolutionnaire.

C'est à cette tâche que devront s'atteler les plus déterminés de ces révoltés s'ils veulent en finir avec le vieux monde !

